

Revue *Espaces et sociétés*

Appel à articles pour le dossier thématique

« Écologie d'abondance, écologie populaire : relire les espaces périurbains »

Coordonné par Laurence Costes et Philippe Hamman

Ces dernières années ont vu se développer un certain nombre de politiques environnementales à l'échelle urbaine : énergie, logement, transports, nature en ville, déchets, etc. Les habitants sont directement interpellés à travers leurs gestes courants et leurs modes de vie et d'habiter. Diverses initiatives dites éco-citoyennes ont émergé autour du bâti, de l'aménagement d'espaces collectifs, des modes de mobilité (co-voiturage, pistes cyclables...), ainsi que des pratiques quotidiennes qualifiées d'« éco-gestes » (tri des déchets, recueil des eaux de pluie, jardins potagers et autoconsommation...). Les sciences sociales font néanmoins état d'une capacité de mobilisation inégale entre les groupes sociaux, tendant à mettre en avant une « écologie de l'abondance » stigmatisant, en revers, les classes populaires et leurs rapports aux questions environnementales.

Ce dossier souhaite renouveler les débats autour de deux objets de controverses : la « durabilité » et les inégalités écologiques, d'une part, les espaces périurbains, d'autre part. S'ils ont été abordés ces dernières années dans la revue *Espaces et sociétés*, il s'agit de les repenser ensemble, en des lieux où les classes moyennes et populaires apparaissent spécialement diverses et hétérogènes.

L'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier dans les grands centres urbains, accélérée par des processus de « verdissement » sélectifs socialement (éco-quartiers...), a participé au départ d'une partie des classes moyennes et modestes (Charmes, Launay, Vermeersch, 2019). En dépit des contraintes de mobilité liées à l'éloignement des centres et d'équipements urbains – comme l'a révélé le mouvement des « gilets jaunes » en France et ses revendications contre les inégalités –, leurs préoccupations écologiques ne sont pas inexistantes.

En effet, la « durabilité », en lien avec l'affirmation de la qualité et du cadre de vie, s'insère par petites touches dans les couronnes des pôles urbains, plus accessibles aux catégories sociales moins aisées. Ce tiers-espace à la jonction de l'urbain et du rural, fruit du processus de desserrement des villes, est qualifié tantôt de périurbain (Bourdin, 2012), de para-urbain (Chalard, Dumont, 2007) ou encore de pré-urbain (Marchal, Stébé, 2017). Cette extension du tissu urbain en périphérie a été très vite assimilée à un étalement « insoutenable », un « *sprawl* » à l'américaine avec un paysage monofonctionnel dominé par des centres commerciaux ou de l'habitat individuel associé au repli sur soi. Cependant, ces espaces ont largement évolué : les transformations liées aux récentes orientations d'aménagement des politiques publiques à l'échelle métropolitaine (lois MAPTAM, NOTRe...), leurs conséquences sur les zones d'emploi, les mobilités, les mutations des modes de vie et la croissance des revendications citoyennes ont modifié la composition de la population résidant en périurbain. On y repère une plus grande diversification sociale, non réductible à une catégorie homogène de « classe moyenne ». Cela s'accompagne d'une diversité de pratiques des habitants autour de l'habitat, de leur mobilité, de leurs sociabilités associatives et municipales, de leurs aspirations fortes à un ancrage local (Cary, Fol, 2016 ; Berroir *et al.*, 2017), voire à des exigences écologiques (Mancébo, 2014). Traduisant des dynamiques sociales et urbaines qui peuvent être de déclassement comme de promotion sociale (Authier, 2015), ces espaces en évolution et moins denses

que les centres urbains deviennent un terreau propice aux expressions et capacités d'inventivité face aux enjeux environnementaux.

Ce dossier vise à identifier et questionner dans les espaces périurbains cette diffusion du « développement durable » moins médiatisée, sous ses formes variées. Comment les habitants de ces espaces, à titre individuel ou collectif, intègrent-ils ou non ces préoccupations (voire injonctions) écologiques, pour en tirer un bénéfice personnel ou une « bonne conscience », ou au contraire essayer des démarches conjointes (co-voiturage par alternance, phénomène de densification BIMBY [*Built In My BackYard*], sociabilités de jardinage entre voisins...) ? Dans quelle mesure se distinguent-ils des initiatives des pouvoirs publics locaux et/ou des acteurs économiques (les hypermarchés, les promoteurs immobiliers...) autour de la question écologique ?

Deux approches sont particulièrement encouragées :

- Si la question écologique n'est pas vécue uniformément par les populations qui composent ces espaces, elle n'est pas non plus appréhendée de façon identique. La palette des pratiques écologiques donne à voir une diversité des profils des habitants et renvoie à des enjeux de stratification sociale. Des logiques spatialisées de « distinction », au sens de Pierre Bourdieu, c'est-à-dire révélant des pratiques propres à des groupes sociaux (Ripoll, 2013), peuvent apparaître, voire se creuser, sur la base de l'investissement dans l'« éco-conscience » ou à travers la représentation du « bon citoyen » ou celui, à l'inverse, qu'il conviendrait d'« éduquer au développement durable ». Ceci interroge également la façon dont les inégalités dans l'accès aux potentiels environnementaux (ressources et aménités) ou dans l'exposition aux nuisances ou aux risques (proximité d'installations industrielles, pratiques d'épandage de boues d'assainissement, etc.) se combinent à des inégalités sociales, en examinant où et quand elles se renforcent mutuellement ou bien se neutralisent. Il s'agira donc d'aborder les inégalités sociales face à la question écologique à l'échelle des espaces périurbains : identifie-t-on des pratiques écologiques d'« abondance » (« maison passive » de standing...) qui reposent sur des prédispositions économiques, ou une écologie « populaire » plus contrainte dans ses démarches et qui pose la question des moyens de telles pratiques ? Que révèlent les éventuelles tensions qui peuvent apparaître entre ces deux approches écologiques ?
- Les trajectoires de conversion écologique qui prennent forme dans les espaces périurbains questionnent également l'évolution de ces derniers. Des projets environnementaux innovants s'y développent à travers le logement et le bâti (habitats participatifs hors des seuls éco-quartiers, coopératives énergétiques locales) ou encore les modes de vie (à l'exemple de la lutte contre le gaspillage, de pratiques « végé », etc.). Comment ces initiatives écologiques participent-elles à l'affirmation par les populations d'une volonté d'appropriation locale et plus largement à la recomposition de ces espaces ? Peuvent-elles contribuer à construire une identité propre ? Comment se jouent les rapports à la « nature », dont la proximité peut être un motif d'installation en périurbain, mais où apparaît, entre différents groupes sociaux, une série de contradictions entre une nature maîtrisée et/ou spontanée ?

La problématique de ce dossier ne se limite pas au seul cas français. Elle est ouverte aux travaux sur les espaces intermédiaires urbain-rural centrés sur d'autres pays. Afin de favoriser des perspectives croisées, parfois esquissées autour des mises en catégories, des recherches comparatives sont les bienvenues, qu'elles soient locales, nationales, européennes ou internationales.

Références

- AUTHIER Jean-Yves, 2015, « Le périurbain, objet sociologique », in : Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (coord.), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L'Harmattan, p. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie et VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, « Petites villes périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise », *Espaces et sociétés*, n° 168-169, p. 69-88.
- BOURDIN Alain, 2012, « Le périurbain, maudit ou sauvé ? », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 195-199.
- CARY Paul et FOL Sylvie, 2016, « Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé ? », *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, n° 1, p. 5-13.
- CHALARD Laurent et DUMONT Gérard-François, 2007, « Territoires français : le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation" », *Population & Avenir*, n° 682, p. 14-16.
- CHARMES Éric, LAUNAY Lydie et VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.
- MANCÉBO François, 2014, « Périurbanisation et durabilité : inverser la perspective », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 686, juillet, <https://journals.openedition.org/cybergeo/26427>.
- MARCHAL Hervé et STÉBÉ Jean-Marc, 2017, « Le pré-urbain : un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné », *Métropolitiques*, 30 octobre, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.
- RIPOLL Fabrice, 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* », in : Philippe Coulangeon, Julien Duval (coord.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 365-377.

COORDINATION DU DOSSIER

Laurence Costes, Philippe Hamman

CALENDRIER

Envoi des articles au plus tard le : **15 novembre 2020**

ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE

exclusivement en version électronique par courriel aux deux adresses suivantes :

laurence.costes@u-pec.fr

phamman@unistra.fr

Les auteurs qui s'interrogent sur la pertinence de leur proposition peuvent contacter les coordinateurs

Attention :

La revue ne demande pas de propositions d'articles, mais directement les articles complets.

Les articles ne dépassent pas 42 000 signes (espaces compris) en incluant : texte, notes, références bibliographiques, annexes, mais hors résumés.

Les normes de présentation et les conseils aux auteurs sont disponibles sur le site de la revue :

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revue rappelle que tout auteur peut lui adresser, à tout moment, un article en hors dossier, si celui-ci concerne le rapport espaces, territoires et populations au sens large et s'il respecte les normes de publication ; en cas d'acceptation, ces articles sont publiés rapidement.

Call for papers – *Espaces et Sociétés*

“Ecology of abundance, ecology of the grass roots: Revisiting periurban areas”

Coordinated by Laurence Costes et Philippe Hamman

In recent years, a certain number of environmental policies have been developed for urban areas with regard to energy, housing, transportation, nature in the city and waste management, among others. Inhabitants are directly involved through their everyday actions and lifestyles. Various so-called eco-citizen initiatives have emerged around the built environment, the planning and design of collective spaces and forms of mobility (carsharing, bike paths, etc.), as well as the daily practices qualified as ‘eco-gestures’ (waste sorting, rainwater harvesting, kitchen gardens and self-consumption, etc.). In the social sciences, however, these issues have attracted uneven attention in terms of the social groups concerned, with the privileging of an ‘ecology of abundance’ that amounts to stigmatising the working classes and their relationships to environmental issues.

This thematic issue of *Espaces et Sociétés* is intended to renew debates around two subjects that remain controversial: ‘sustainability’ and ecological inequalities on the one hand, and the periurban areas on the other. If these questions have already been addressed separately in the journal, the aim here is to analyse them together, focusing on locations where the middle and working classes seem to be particularly heterogeneous.

Rising land and real-estate prices in the major urban centres, accelerated by socially selective ‘greening’ processes such as eco-neighbourhoods, have contributed to the departure of some members of the middle and low-income classes (Charmes, Launay and Vermeersch, 2019). Despite the mobility constraints imposed by the distance from urban centres and facilities – as revealed by France’s *gilets jaunes* (yellow vest) movement and its grievances against the inequalities – the ecological concerns of these populations exist all the same.

Indeed, ‘sustainability’, associated with the quality of life and living conditions, is gradually making its way into the suburbs ringing the urban centres, areas which are more accessible to less affluent social groups. This ‘third space’ between urban and rural, a result of the displacement of populations and activities outside the cities, was alternately termed ‘periurban’ (Bourdin, 2012), para-urban (Chaland and Dumont, 2007) or ‘pre-urban’ (Marchal and Stébé, 2017). And the extension of the city fabric into surrounding areas was very quickly assimilated to an ‘unbearable’ American-style urban sprawl, with its mono-functional landscape dominated by shopping malls or the individual housing associated with self-withdrawal.

These spaces have considerably evolved, however. In France, the composition of the population residing in periurban areas has been modified by transformations tied to recent planning guidelines for public policy at metropolitan level (e.g., the 2014 ‘MAPTAM’ law on the modernisation of local and regional public policy and the legal status of the *métropole*, or greater metropolitan area; the 2015 ‘NOTRe’ law on the new territorial organisation of the Republic) and the consequences of these guidelines on employment areas, mobilities, changes in lifestyles and growing demands from citizens. There is now an increased social diversification, which cannot be reduced to a homogeneous ‘middle class’ category. This process is accompanied by a variety of inhabitants’ practices concerning the home, their mobility, their socialities within associative and political activities and strong desires for local roots (Cary and Fol, 2016; Berroir et al., 2017), as well as their environmental requirements (Mancébo, 2014). These changing spaces reflect urban dynamics of reduced and enhanced social

status alike (Authier, 2015). Less dense than the urban centres, they are becoming a rich breeding ground for inventive expressions and potentials in the face of environmental challenges.

This thematic issue seeks to identify and explore the spread of the various forms of a less publicised ‘sustainable development’ in the periurban areas. How do their inhabitants, individually or collectively, integrate (or not) these environmental considerations/requirements, whether for the sake of personal advantage or a clear conscience, or, on the contrary, to further joint undertakings (alternating carsharing, densification through BIMBY [Built In My Back Yard], neighbourhood gardening, etc.)? To what extent do they differ from the initiatives of local authorities and/or local economic players (hypermarkets, real-estate developers, etc.) on ecological issues?

Two approaches are particularly welcome:

- The environmental question is not experienced uniformly by the populations of these areas, nor is it understood in the same way. The spectrum of ecological practices reveals a diversity of profiles among inhabitants and raises issues of social stratification. Spatialised logics of ‘distinction’, in Bourdieu’s sense of practices specific to social groups (Ripoll, 2013), may emerge, or be intensified, through investment in ‘eco-consciousness’ or the representation of the ‘good citizen’, or on the contrary, that of an individual needing ‘education’ in sustainable development. Questions also arise about the way inequalities in access to environmental potential (resources and amenities), or the exposure to harmful substances or risks (proximity to industrial plants, spreading of sludge from wastewater treatment, etc.) are combined with social inequalities, and this situation calls for an examination of where and when they reinforce each other or, conversely, neutralise each other. The aim here is to address social inequalities in relation to environmental issues in periurban areas. Do we identify ecological practices of ‘abundance’ (e.g., upscale passive houses) relying on economic possibilities, or a ‘grassroots’ ecology that is more restricted in its approaches and raises the question of the means behind such practices? What do the possible tensions between these two approaches bring out?
- The environmental conversion pathways taking shape in the periurban areas also raise questions about the evolution of these areas. Innovative environmental projects are being developed there through housing and the built environment (participatory habitats outside of eco-neighbourhoods, local energy cooperatives), as well as lifestyles (the fight against waste, ‘veggie’ practices, etc.). What is the role of such ecological initiatives in residents’ commitment to local appropriation and more broadly, in the recomposition of these areas? Can they help in building a distinctive identity? What are the different relationships to ‘nature’, which can provide a motive for moving to periurban areas but which, from one social group to another, also brings out a series of contradictions between nature that has been ‘tamed’ and one that is spontaneous?

The questions raised here are not limited to the French case alone and this thematic issue is open to research focusing on intermediate urban-rural areas in other countries. In order to provide different perspectives, including those attempting to develop typologies, comparative studies are also welcome, be they local, national, European or international.

References

- Authier Jean-Yves, 2015, ‘Le périurbain, objet sociologique’, in Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (eds), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L’Harmattan, pp. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie and VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, ‘Petites villes

- périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise', *Espaces et sociétés*, no. 168-169, pp. 69-88.
- BOURDIN Alain, 2012, 'Le périurbain, maudit ou sauvé?', *Espaces et sociétés*, no. 148-149, pp. 195-199.
- CARY Paul and FOL Sylvie, 2016, 'Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé?', *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, no. 1, pp. 5-13.
- CHALARD Laurent and DUMONT Gérard-François, 2007, 'Territoires français: le renforcement de la "para-urbanisation" et de la "litturbanisation"', *Population & Avenir*, no. 682, pp. 14-16.
- CHARMES Éric, LAUNAY Lydie and VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.
- MANCÉBO François, 2014, «'Périurbanisation et durabilité: inverser la perspective', *Cybergeo: European Journal of Geography*, no. 686, July, <https://journals.openedition.org/cybergeo/26427>.
- MARCHAL Hervé and STÉBÉ Jean-Marc, 2017, 'Le pré-urbain: un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné', *Métropolitiques*, no. 30, October, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.
- RIPOLL Fabrice, 2013, 'Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction*', in Philippe Coulangeon and Julien Duval (eds), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, pp. 365-377.

ISSUE COORDINATORS

Laurence Costes and Philippe Hamman

DEADLINE FOR ARTICLE SUBMISSIONS

15 November 2020

CONTACTS

laurence.costes@u-pec.fr
phamman@unistra.fr

Articles should be submitted in digital format only to both addresses.

Authors with questions about the relevance of their proposals can contact the coordinators directly.

PLEASE NOTE:

- The journal considers only completed articles, not proposals.
- Articles must not exceed 7,000 words/42,000 characters (with spaces), including texts, notes, bibliographical references and appendices, but not abstracts.
- Author guidelines and editorial standards for submissions are available on the journal website: https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

It should be remembered that authors can submit articles independently of the thematic issues at any time, as long as these submissions deal with the relationship between spaces, territories and populations in the broad sense and respect the journal's publication norms. If accepted, the articles are quickly published in the 'Varia' section.

Convocatoria de artículos, revista *Espaces et sociétés*

“Ecología de la abundancia, ecología popular: Releer de los espacios periurbanos”

Coordinación: Laurence Costes, Philippe Hamman

Estos últimos años han sido testigos del desarrollo de un cierto número de políticas medioambientales a escala urbana: energía, vivienda, transporte, naturaleza en la ciudad, residuos, etc. Los habitantes quedan directamente involucrados en ellas a través de sus gestos habituales y de sus formas de vida y de habitar. Diversas iniciativas llamadas “eco-ciudadanas” han surgido en torno a lo edificado, a la ordenación de los espacios colectivos, los modos de movilidad (coche compartido, carriles-bici, etc.), y también prácticas cotidianas calificadas como “eco-gestos” (separación de basuras, recogida de agua de lluvia, huertos y autoconsumo...). No obstante, las ciencias sociales informan de una capacidad de movilización desigual entre los grupos sociales y tienden a destacar una “ecología de la abundancia” que, tomada a la inversa, estigmatiza a las clases trabajadoras y su relación con las cuestiones ambientales.

Este dossier quiere renovar los debates en torno a dos objetos de controversia: la “sostenibilidad” y las desigualdades ecológicas, por un lado, y los espacios periurbanos, por otro. Aunque han sido abordados estos últimos años en la revista *Espaces et sociétés*, se trata ahora de repensarlos juntos, en lugares donde las clases medias y trabajadoras parecen especialmente diversas y heterogéneas.

El aumento de los precios inmobiliarios en los grandes centros urbanos, acelerado por procesos de “reverdecimiento” socialmente selectivos (eco-barrios...), ha contribuido a la salida de una parte de las clases medias y bajas (Charmes, Launay, Vermeersch, 2019). A pesar de los condicionamientos de movilidad ligados al alejamiento de los centros y de los equipamientos urbanos - como ha revelado el movimiento de los “chalecos amarillos” en Francia y sus reivindicaciones contra las desigualdades - sus preocupaciones ecológicas no son inexistentes.

En efecto, la “sostenibilidad”, en relación con la afirmación de la calidad y el entorno de vida, se inserta en pequeños toques en las coronas de los polos urbanos, que son más accesibles para las categorías sociales menos favorecidas. Este tercer espacio en la confluencia de lo urbano y lo rural, fruto del proceso de expansión urbana, se califica a veces como periurbano (Bourdin, 2012), paraurbano (Chalard, Dumont, 2007) o incluso preurbano (Marchal, Stébé, 2017). Esta extensión del tejido urbano en periferia ha sido rápidamente simulado como una dispersión “insostenible”, un “*sprawl*” a la americana con un paisaje monofuncional dominado por los centros comerciales o las viviendas unifamiliares asociadas a un repliegue sobre sí mismas. Sin embargo, estos espacios han evolucionado considerablemente: las transformaciones ligadas a las recientes orientaciones de ordenación de las políticas públicas a escala metropolitana (leyes MAPTAM, NOTRe...), sus consecuencias sobre las zonas de empleo, las movilidades, los cambios en los estilos de vida y el crecimiento de las reivindicaciones de los ciudadanos han modificado la composición de la población que vive en las áreas periurbanas. Se aprecia una mayor diversificación social, que no puede reducirse a una categoría homogénea de “clase media”. Esto va acompañado de una diversidad de prácticas de los habitantes en torno al ámbito residencial, a su movilidad, sus sociabilidades asociativas y municipales, sus fuertes aspiraciones de anclaje local (Cary, Fol, 2016; Berroir *et al.*, 2017), e incluso las exigencias ecológicas (Mancébo, 2014). Como traducción de las dinámicas sociales y urbanas que pueden ser tanto de desclasamiento como de promoción social (Authier, 2015), estos espacios en evolución y menos densos que los centros urbanos se convierten en un terreno propicio para las expresiones y las capacidades inventivas frente a los problemas ambientales.

Este dossier busca identificar y cuestionar en los espacios periurbanos esta difusión menos mediática del "desarrollo sostenible" en sus diversas formas. ¿Cómo los habitantes de estos espacios, a título individual o colectivamente, integran o no estas preocupaciones (o imperativos) ecológicas para obtener un beneficio personal o una "buena conciencia", o, por el contrario, para difundir procesos conjuntos (coche compartido en alternancia, fenómeno de densificación BIMBY [*Built In My BackYard*], sociabilidad de jardinería entre vecinos, etc.)? ¿En qué medida se distinguen de las iniciativas de los poderes públicos locales o de los agentes económicos (hipermercados, promotores inmobiliarios...) en torno a la cuestión ecológica?

Hay dos enfoques que son particularmente preferenciales:

- Si la cuestión ecológica no es vivida uniformemente por las poblaciones que componen estos espacios, tampoco es aprehendida de manera idéntica. La diversidad de prácticas ecológicas permite ver una variedad de perfiles de habitantes y remite a cuestiones de estratificación social. Las lógicas espacializadas de "distinción", en el sentido de Pierre Bourdieu, esto es, que revelan prácticas propias de grupos sociales (Ripoll, 2013), pueden aparecer, o incluso ahondarse, sobre la base de la implicación en la "eco-conciencia" o a través de la representación del "buen ciudadano" o, a la inversa, de aquel que convendría "educar en el desarrollo sostenible". Esto también cuestiona la manera en la que las desigualdades en el acceso a los potenciales ambientales (recursos y amenidades) o en la exposición a las molestias y los riesgos (proximidad de instalaciones industriales, prácticas de abono con lodos de saneamiento, etc.) se combinan con las desigualdades sociales, analizando dónde y cuándo se refuerzan mutuamente o bien se neutralizan. Se tratará, por tanto, de abordar las desigualdades sociales frente a la cuestión ecológica a escala de los espacios periurbanos: ¿Se identifican prácticas ecológicas de "abundancia" ("vivienda pasiva" de alto standing...) que reposan sobre una cierta predisposición económica, o una ecología "popular" más condicionada en sus procesos y que plantea la cuestión de los medios para tales prácticas? ¿Qué revelan las eventuales tensiones que pueden aparecer entre estos dos enfoques ecológicos?
- Las trayectorias de conversión ecológica que están tomando forma en los espacios periurbanos también cuestionan la evolución de estos últimos. Los proyectos ambientales innovadores se desarrollan ahí a través de la vivienda y lo edificado (áreas residenciales participativas al margen de los eco-barrios, cooperativas energéticas locales) o incluso estilos de vida (por ejemplo, la lucha contra el despilfarro, prácticas veganas, etc.). ¿Cómo estas iniciativas ecológicas contribuyen a la afirmación por parte de las poblaciones de una voluntad de apropiación de los espacios locales y, más ampliamente, a la recomposición de estos espacios? ¿Pueden contribuir a la construcción de una identidad propia? ¿Cómo se desarrollan las relaciones con la "naturaleza", cuya proximidad puede ser motivo de asentamiento en zonas periurbanas, pero donde aparecen, entre diferentes grupos sociales, una serie de contradicciones entre la naturaleza controlada y/o espontánea?

La problemática de este monográfico no se limita solamente al caso francés. Está abierta a trabajos sobre espacios intermedios urbano-rurales centrados en otros países. A fin de favorecer las perspectivas cruzadas, a veces esbozadas en torno a la categorización, las investigaciones comparadas serán bien recibidas, ya sean locales, nacionales, europeas o internacionales.

Referencias

- AUTHIER Jean-Yves, 2015, « Le périurbain, objet sociologique », in : Sophie Bouffier, Claude-Isabelle Brelot, Denis Menjot (coord.), *Aux marges de la ville. Paysages, sociétés, représentations*, Paris, L'Harmattan, p. 33-36.
- BERROIR Sandrine, DELAGE Matthieu, FLEURY Antoine, FOL Sylvie, GUÉROIS Marianne, MAULAT Juliette, RAAD Lina, VALLÉE Julie y VIANA Cerqueira Eugênia, 2017, « Petites villes

périurbaines et ancrage local des habitants. Les cas de Méru et Senlis dans l'Oise », *Espaces et sociétés*, n° 168-169, p. 69-88.

BOURDIN Alain, 2012, « Le périurbain, maudit ou sauvé ? », *Espaces et sociétés*, n° 148-149, p. 195-199.

CARY Paul et FOL Sylvie, 2016, « Du périurbain stigmatisé au périurbain valorisé ? », *Géographie, Économie, Société*, vol. 18, n° 1, p. 5-13.

CHALARD Laurent et DUMONT Gérard-François, 2007, « Territoires français : le renforcement de la “para-urbanisation” et de la “litturbanisation” », *Population & Avenir*, n° 682, p. 14-16.

CHARMES Éric, LAUNAY Lydie et VERMEERSCH Stéphanie, 2019, *Habiter Paris. Les classes moyennes entre périphéries et centres*, Paris, Créaphis.

MANCÉBO François, 2014, « Périurbanisation et durabilité : inverser la perspective », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 686, juillet, <https://journals.openedition.org/cybergeo/26427>.

MARCHAL Hervé et STÉBÉ Jean-Marc, 2017, « Le pré-urbain : un territoire refuge aux confins du périurbain éloigné », *Métropolitiques*, 30 octobre, <https://www.metropolitiques.eu/Le-pre-urbain-un-territoire-refuge-aux-confins-du-periurbain-eloigne.html>.

RIPOLL Fabrice, 2013, « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* », in : Philippe Coulangeon, Julien Duval (coord.), *Trente ans après La Distinction, de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, p. 365-377.

COORDINACIÓN DEL MONOGRÁFICO
Laurence Costes, Philippe Hamman

CALENDARIO

Los artículos se enviarán a más tardar el **15 de noviembre de 2020**

DIRECCIÓN PARA LA CORRESPONDENCIA

exclusivamente en versión digital por correo electrónico a las dos direcciones siguientes:

laurence.costes@u-pec.fr
phamman@unistra.fr

Los autores que se pregunten sobre la pertinencia de su propuesta pueden ponerse en contacto con los coordinadores

Atención:

La revista no pide propuestas de artículos, sino directamente artículos completos.

Los artículos no exceden los 42.000 caracteres (incluidos espacios) contabilizando texto, notas, referencias bibliográficas y anexos, pero no los resúmenes.

Las normas de presentación y los consejos a los autores están disponibles en el sitio web de la revista:

https://www.editions-eres.com/uploads/documents/conditionsPublication/201906112815eas_normes-editoriales-a-consignes-auteurs_07.11.18_diffusion.pdf

La revista recuerda que cualquier autor puede enviarle, en cualquier momento, un artículo fuera del tema monográfico si trata de la relación entre espacios, territorios y poblaciones en sentido amplio y si cumple las normas de publicación. Si son aceptados, estos artículos se publican rápidamente.